

Conseil de l'UE des ministres de la culture, de l'éducation et des affaires sociales
Europe terre d'accueil : quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrants et réfugiés dans l'UE ?

1. Le Portugal actuel

Aujourd'hui, le Portugal est un État démocratique et membre de l'Union européenne, avec une économie diversifiée et une riche culture influencée par son passé historique. Le Portugal est une démocratie parlementaire avec un système multi-partis. Le président de la république portugaise est Marcelo Rebelo de Sousa.

Le Portugal est une puissance dans divers domaines: son histoire et influence culturelle ont une place fondamentale dans son pouvoir, sa position stratégique en tant que passerelle entre l'Europe, l'Afrique et l'Amérique. Son accès à l'océan Atlantique en fait un acteur clé dans les affaires et le commerce maritime. Son économie a connu un développement important dans les secteurs du tourisme, les services, l'agriculture, l'industrie automobile, l'aérospatiale et les énergies renouvelables. Sa participation à des alliances internationales lui donne aussi un pouvoir incontestable: le Portugal est membre de l' Union européenne, de l'Organisation des Nations unies (ONU), de l'Organisation du Traité de l'Atlantique Nord (OTAN)... Sa participation active dans ces alliances lui confère une voix et une place fondamentale sur les questions de politique mondiale, de sécurité et de développement. Finalement, son soft power joue aussi un rôle crucial: à travers sa culture, sa gastronomie, sa langue, son patrimoine historique ou sa musique, le pays étend son influence mondialement.

2. Le Portugal et la migration

L'immigration et les réfugiés sont des thèmes qui ont actuellement une place fondamentale dans la politique portugaise. Au Portugal, les immigrants ont connu une augmentation positive depuis 2017. Aujourd'hui, ils sont plus de 780 000, dont la majorité sont des ressortissants brésiliens (environ 240 000), suivis par les ressortissants britanniques (environ 40 000) et les Cap-Verdiens (environ 37 000). Compte tenu de l'importance de cette communauté au Portugal, le gouvernement a mis en œuvre des initiatives telles que l'égalité numérique qui vise à faciliter le processus bureaucratique associé à la venue des citoyens brésiliens au Portugal, en permettant, par exemple, l'acquisition de la résidence d'une manière beaucoup plus simple (et numérique). Il est également intéressant de noter, lors de l'analyse des nouveaux résidents étrangers au Portugal, que les citoyens de pays tels que l'Inde, le Bangladesh, le Népal ou le Pakistan viennent pour des raisons professionnelles, tandis que ceux de pays africains tels que l'Angola ou le Cap-Vert demandent le regroupement familial. Les réfugiés font aussi partie de ce problème. Le Portugal est un pays qui accueille des réfugiés surtout des pays comme l'Irak, la Syrie, Afghanistan ou Ukraine. En janvier 2021, le Haut Commissaire des Nations Unies pour les réfugiés, Filippo Grandi, s'est rendu au Portugal pour la première fois en tant que fonctionnaire des Nations Unies et a réaffirmé le profil du Portugal comme "l'un des pays d'accueil de réfugiés les plus actifs". Au Portugal, les réfugiés bénéficient de nombreuses possibilités de réintégration sur le marché du travail et ont accès à des espaces spécialement préparés pour eux afin qu'ils soient en sécurité et protégés après les différents enfers qu'ils ont dû fuir. En outre, le Portugal n'impose aucune restriction aux frontières pour les demandeurs d'asile qui ont d'autres besoins tels que l'accès aux soins de santé, aux possibilités d'emploi ou aux services sociaux. Les réfugiés au Portugal ont accès à des programmes de réintégration complets qui comprennent également un soutien académique pour les étudiants. Dans ce cadre, il existe également un

programme accessible aux réfugiés qui leur permet d'apprendre le portugais avec une relative facilité et de contribuer à une meilleure intégration.

3. Les politiques réalisés par le Portugal sur la Migration

La dimension locale des politiques migratoires est devenue pertinente à Lisbonne au début des années 1990. Le Conseil municipal des communautés immigrées et des minorités ethniques (CMCIME) a été créé en 1992 et a repris ses activités en 2009 avec de nouvelles règles et un nouveau nom, le Conseil municipal pour l'interculturalité (CMIC). Plus de dix ans plus tard, en 2006, le Réseau social de Lisbonne a été constitué avec 111 participants, dont la Chambre municipale de Lisbonne, des organisations et entités du secteur public, des institutions privées de solidarité sociale (IPSS), des municipalités, des organisations non gouvernementales et d'autres associations et fondations travaillant à Lisbonne. En 2022, la Commission européenne, en collaboration avec l'Organisation internationale pour les migrations (OIM), a lancé un projet conjoint nommé "Intégration et inclusion des migrants au Portugal : une approche collaborative" et financé par l'Union européenne afin de soutenir le Haut Commissariat aux migrations (HCR) dans ses efforts pour améliorer l'intégration des migrants et des réfugiés dans le pays. La politique migratoire du Portugal cherche à attirer des travailleurs qualifiés et à promouvoir l'intégration des immigrants. Pour ceci elle réalise des Programmes d'accueil et d'intégration, des cours de langue et formation professionnelle, l'accès aux services publics de base et la promotion de la diversité et de l'inclusion en par exemple reconnaissant la valeur ajoutée apportée par les immigrants et les réfugiés à la société portugaise ou grâce à des campagnes de sensibilisation.

4. Quelle coordination européenne pour améliorer l'intégration des immigrés et réfugiés dans l'UE ?

Comme nous venons de voir, la migration est un phénomène actuel qui ne peut pas être arrêté, c'est pourquoi une collaboration entre tous les États est totalement nécessaire. Le Portugal demande à tous les pays membres de cesser de voir ce phénomène comme un problème et de le traiter comme une opportunité. Sans la migration la population européenne serait en train de diminuer, en plus nous ne devons pas oublier que la migration aide énormément à diminuer le manque de main d'œuvre.

Du à ceci le Portugal propose différentes mesures à mettre en place. Évidemment la migration doit être contrôlée dans toutes les régions européennes, c'est un phénomène qui doit absolument être limité. Néanmoins, les violations des droits humains pendant les procédures d'asile ou de déportation doivent être complètement éliminées. D'un autre côté, un encouragement des migrants à la vie publique de leur nouveaux pays serait sûrement une façon vraiment efficace d'améliorer leur intégration. En plus, une éducation qui forme les citoyens des pays accueillants d'immigrants est fondamentale. Cet enseignement devrait promouvoir le respect envers ces personnes, l'intégration de celles-ci dans notre société et des nouvelles opportunités pour eux. Ceci serait possible en renforçant les lois et les politiques anti-discrimination, et en encourageant le dialogue interculturel. Pour finir, le Portugal propose une utilisation cohérente et responsable des fonds de l'UE pour créer des logements de protection officielle du gouvernement pour les réfugiés provenant des pays en plein conflit. En échange une main d'œuvre pourrait être demandée ou la réalisation d'un service.